

Burundi : deux morts à l'ouverture du scrutin présidentiel

@rib News, 21/07/2015 – Source AFP Deux personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à mardi à Bujumbura par des explosions et tirs ont résonné toute la nuit avant l'ouverture d'un scrutin présidentiel controversé qui devrait offrir un troisième mandat au président Pierre Nkurunziza. Selon un responsable de la police ayant requis l'anonymat, un policier a été tué dans la nuit par l'explosion d'une grenade dans le quartier de Mutakura (Nord) tandis qu'un civil est décédé à Nyakabiga (Est) dans des circonstances indéterminées, d'après des témoins.

Selon un cadre du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD), un parti d'opposition, il s'agirait de Dô Nshimirimana, un membre de cette formation dans la province de Gitega (centre) qui avait quitté la région après avoir fait l'objet de menaces et échappé à une arrestation par la police. Une explosion suivie de tirs ont également été entendus mardi matin peu avant l'ouverture des bureaux de vote dans le quartier de Musaga (sud de Bujumbura), selon un journaliste de l'AFP et plusieurs habitants. Willy Nyamitwe, principal conseiller en communication du président Nkurunziza, a dénoncé des "actes terroristes", visant à "intimider les électeurs". Le président burundais a voté peu après 10H00 (08H00 GMT) à Buye, son village natal, selon un photographe, où la participation dépassait 60%. Mais à la mi-journée, la mobilisation dans la capitale demeurait extrêmement faible, particulièrement dans les quartiers contestataires. A Musaga (sud), les votants étaient essentiellement des militaires du camp proche des bureaux de vote et des policiers déployés, a constaté un journaliste de l'AFP. De nombreux habitants passaient ostensiblement devant les bureaux de vote, sans s'y arrêter. "Je ne vais pas voter, je n'accepte pas ces élections, je n'accepte pas le troisième mandat", a expliqué un habitant. A Kanyosha, un autre quartier du sud de Bujumbura, Dismis qui tient un bureau de vote assure qu'il y a "moins de monde" que lors des élections législatives et communales. "Les électeurs arrivent par petits groupes de deux ou trois. Il n'y a pas de grande affluence ici", a-t-il affirmé. Quelque 3,8 millions de Burundais sont appelés aux urnes pour un scrutin sans suspense boycotté par l'opposition, et jugé non crédible par la communauté internationale. Didier Reynders, le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, qui est un important partenaire de son ancienne colonie a "regretté" l'organisation de ces élections et rappelé que la Belgique allait "réexaminer sa coopération avec le Burundi". Le scrutin est boycotté par l'opposition qui dénie le droit à M. Nkurunziza élu en 2005 et en 2010 - de briguer un nouveau mandat et dénonce un "simulacre d'élection", dont elle a demandé sans succès le report. Dans tous les bureaux de vote, les gens effaçaient l'encre de leur doigt à la sortie de l'isoloir par peur de représailles, dans certains quartiers, de la part d'opposants appelant au boycott. "Je ne veux pas retourner dans mon quartier avec de l'encre sur le doigt", confirmait une autre électrice dans le quartier de Gihosha, au nord-est de la capitale. A quelques heures de l'ouverture du scrutin, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé les autorités burundaises à "tout faire pour assurer la sécurité et la tenue pacifique" de l'élection présidentielle. La candidature de M. Nkurunziza a plongé depuis fin avril le Burundi dans une profonde crise politique, marquée de violences qui ont fait plus de 80 morts. 'Pluralisme de façade' Après la trêve large victoire sans surprise du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, aux législatives et communales du 29 juin, déjà boycottées par l'opposition, la victoire de M. Nkurunziza ne fait aucun doute, selon les observateurs. En face, ne restent que trois candidats issus de petites formations réputées alliées au pouvoir, en plus de son principal opposant, Agathon Rwaswa, qui n'a pas retiré officiellement sa candidature, mais conteste à l'avance la légitimité du scrutin et dit n'avoir pas fait campagne. Les trois autres candidats enregistrés - Jean Minani, président du parti Frodebu-Nanyuki (opposition), et les deux anciens chefs de l'Etat Domitien Ndayizeye et Sylvestre Ntibantunganya, tous trois opposés à un troisième mandat de M. Nkurunziza - se sont retirés de la course, dénonçant "une mascarade" et une élection "pas aux normes (...) internationales". "Malgré un pluralisme de façade, il s'agit d'une élection à un seul candidat dont les Burundais connaissent déjà l'issue a commenté Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group (ICG).